

Extrait du Journal La Mée Châteaubriant

<http://www.journal-la-mee.fr/1077-amicale-laique-alc.html>

Amicale Laïque ALC

- Châteaubriant - Associations -



Date de mise en ligne : samedi 31 janvier 2009

Description :

L'assemblée générale du 13 décembre 2007 se situe entre deux séries d'élections : Présidentielles et Législatives d'une part, Municipales et Cantonales dans quelques mois. « Une nouvelle occasion de faire entendre nos convictions et nos ambitions démocratiques » a dit la Présidente Solange Leroy.

Journal La Mée Châteaubriant

Ecrit le 2 janvier 2008

Forte de 600 adhérents, l'Amicale Laïque développe une activité importante à Châteaubriant notamment par ses activités sportives, mais aussi la fête des écoles publiques, la journée sportive Gespacolade, les soirées cabaret ou loto, et bien entendu le stand de restauration à la Foire de Béré. Le local de la Place Ernest Bréant est par ailleurs prêté à d'autres associations (Tous solidaires, Amnesty, France-Palestine, etc)

L'assemblée générale du 13 décembre 2007 se situe entre deux séries d'élections : Présidentielles et Législatives d'une part, Municipales et Cantonales dans quelques mois. « Une nouvelle occasion de faire entendre nos convictions et nos ambitions démocratiques » a dit la Présidente Solange Leroy.

« Il est dans les missions de la Ligue de l'Enseignement à laquelle nous appartenons, de contribuer à renouveler et à revivifier la démocratie représentative et à l'élargir par une participation des citoyens leur permettant, sous des formes diverses, sans confusion des responsabilités, d'enrichir la décision publique ».

« Nous sommes porteurs des valeurs de solidarité, de laïcité. Nous sommes défenseurs des principes d'éducation pour tous et d'accessibilité du plus grand nombre aux activités culturelles et sportives ».

En ce qui concerne les écoles publiques l'Amicale a fait part de ses préoccupations au sujet de l'Ecole des Terrasses qui a connu une importante diminution de ses effectifs. « Il ne faudrait pas, à terme, aboutir à la fermeture pure et simple de cette école du Centre ville ». Par ailleurs l'Amicale s'est réjouie de la création d'une école publique à Moisdon-la-Rivière.

Ecrit le 28 janvier 2009

Assemblée Générale de l'Amicale Laïque

Lors de son rapport d'activité la Présidente Solange Leroy a déclaré :

« L'année 2008 a vu grandir le danger de détérioration de l'Education nationale née de l'idéal de l'école laïque gratuite et obligatoire.

Depuis un certain nombre d'années, quelques groupements s'agitent à vouloir démanteler l'Education nationale et l'ensemble du service public : le système éducatif ne serait plus à la hauteur, la méthode d'apprentissage de la lecture serait responsable d'un illettrisme galopant et de la baisse alarmante du niveau des élèves

[\(voir l'ouvrage : « Main basse sur l'école publique » sorti le 25 août 2008 aux Editions DEMOPOLIS écrit par Muriel FITOUSSI et Eddy Khaldi\)](#)



ALC - janvier

Nos dirigeants actuels se laisseraient-ils influencer par ces idées destructrices visant à anéantir l'école publique ?

Rappelons les réformes annoncées en 2008 :

à €" les 11200 suppressions de postes qui entraînent des classes surchargées rendant impossible le suivi individuel des élèves

â€“ la semaine de 4 jours imposée comme modèle, mesure incohérente par rapport aux élèves en difficulté qui devront voir leurs journées prolongées alors que l'école est déjà difficile pour eux

â€“ la suppression de la carte scolaire

« le projet de disparition des réseaux d'aide - même si le ministère a marqué un recul récemment - là encore ce sont les élèves en difficulté qui sont lésés

â€“ La réforme des lycées qui rencontre une telle opposition que là aussi le ministère marque un temps d'arrêt...

Il s'agit d'une suite de réformes, chaque annonce ministérielle devant être suivie d'une application sur le terrain dans l'urgence et, ce qui est plus grave, dans la plus totale improvisation ; ces mises en oeuvre se font sans concertation préalable avec les partenaires de l'école, les associations complémentaires ou même les collectivités locales.

Le démantèlement du service public ne s'arrête pas là. Les décisions du ministre de l'éducation touchent également les associations complémentaires de l'école telles que les CEMEA, la Jeunesse au plein air, l'office de coopération à l'école, la Ligue de l'enseignement et d'autres puisqu'elles doivent enregistrer une suppression de 25% des subventions en 2008 ; La Ligue de l'enseignement notre Fédération nationale se voit de plus supprimer la totalité des postes mis à disposition.

Nous ne sommes pas loin de penser que cette démarche politique surprenante vise à programmer la disparition des Mouvements d'Education populaire. »

○○○

L'assemblée s'est poursuivie par le rapport des sections de l'Amicale, chacune exprimant sa satisfaction des résultats obtenus aussi bien dans le fonctionnement de la section que dans ses palmarès sportifs. La quasi mise en demeure du maire, d'avoir à fusionner les clubs de foot de l'Amicale et des Voltigeurs, n'a pas été appréciée.

C'est foot ! La ville achète le local des Voltigeurs

Le maire de Chbt l'a annoncé le 12 janvier 2009, lors de la cérémonie des vieux : les clubs de foot des Voltigeurs et de l'Amicale Laïque sont priés de fusionner, d'ici septembre. Une belle manoeuvre ! Alain Pilette, président de la section football de l'Amicale Laïque dit que personne, à la municipalité, ne lui en a parlé ! Il n'a appris que par la presse qu'il était « sommé » de fusionner !

Il note une discrimination à l'égard de son club pour l'utilisation du terrain de la Ville en Bois. « Par exemple la ville propose ce stade au club de Soudan, qui le refuse. Moi, aussitôt, je demande le terrain : on me dit qu'il doit se reposer ! »

Alain Pilette s'inquiète du devenir des jeunes : « S'il y avait un seul club de foot en ville, cela ferait 2 fois moins d'occasions de match. Il nous faudrait faire un club élitiste en négligeant l'éducation de nombreux jeunes ». Et enfin il suggère : « Avec un seul club de foot, la Ville aurait un bon prétexte pour acheter aux Voltigeurs un local qui leur coûte cher ».

La fusion c'est donc pas pour demain.